

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 16/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REBORN (ex CEISA PACKAGING)

873, rue de Gautray
ZI LA SAUSSAYE
45590 Saint-Cyr-en-Val

Références : n° 51/2024
Code AIOT : 0010005260

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement REBORN (ex CEISA PACKAGING) implanté 873, rue de Gautray ZI LA SAUSSAYE 45590 Saint-Cyr-en-Val. L'inspection a été annoncée le 10/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la visite d'inspection était de réaliser un point étape sur le traitement des écarts non-soldés par l'exploitant, notamment s'agissant de la gestion et des suites accordées en réponse à l'enquête accident consécutive à l'incendie de l'une des lignes en 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REBORN (ex CEISA PACKAGING)
- 873, rue de Gautray ZI LA SAUSSAYE 45590 Saint-Cyr-en-Val
- Code AIOT : 0010005260
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REBORN Val de Loire appartient au groupe REBORN depuis fin 2020. Le groupe REBORN comprend 4 établissements, deux 2 établissements (Bernay et Montbrisson) munis de lignes de désencrage permettant de produire les granulés recyclés pour les sites d'extrusion.

Le site implanté à Saint-Cyr-en-Val est spécialisé dans l'impression par flexographie sur films polyéthylènes, fabriqués à partir des granulés recyclés en interne du groupe. L'objectif est d'atteindre une production industrielle à partir de 80 % de PE recyclé d'ici 2050.

Le site fonctionne en 3*8 avec une trentaine de salariés et dispose actuellement de 2 lignes d'impression (Ligne Astra 4, Ligne Astra 5).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des suites accordées aux deux dernières visites d'inspection des 03/06/2022 et 17/07/2022 ;
- mise en œuvre de l'action sur les PFAS ;
- suivi des déchets produits par l'établissement ;
- gestion des COV sur le site :
 - conformité du rejet en sortie de l'oxydateur thermique ;
 - plan de gestion des solvants.
- Suivi des réservoirs enterrés de rétention.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Zone de stockage de matières combustibles	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.3	Lettre de suite préfectorale	30 jours
7	Risques propagation de flamme dans les réseaux	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 4.2.4.1	Lettre de suite préfectorale	30 jours
10	Suivi des réservoirs enterrés	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.1.11	Lettre de suite préfectorale	30 jours
13	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Lettre de suite préfectorale	30 jours
16	Dispositions générales des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.3	Lettre de suite préfectorale	30 jours
20	Respect des VLE sur les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.4	Lettre de suite préfectorale	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
22	Conditions d'exploitation des produits émettant des COV	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 2.1.1	Lettre de suite préfectorale	30 jours
24	Liste des ESP - suite NC1 vi du 03/06/2020	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	Volumes stockés et plan général des stockages	AP Complémentaire du 22/10/2019, article 8.1.1	Sans objet
6	Assujettissement réglementaire AM récipients mobiles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I	Sans objet
12	Séparation des déchets sur le site	AP Complémentaire du 22/10/2019, article 5.1.2	Sans objet
14	Traitement autorisé des déchets plastiques	Code de l'environnement du 16/11/2023, article L. 541-2	Sans objet
15	Suivi de la bonne marche des installations de traitement des rejets	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
17	Auto surveillance des rejets canalisés - suivi de la température	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 9.2.1.2	Sans objet
18	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.5.1	Sans objet
19	Emissions diffuses de COV	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.5.2	Sans objet
21	Auto surveillance des rejets canalisés - rapport de contrôle	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 9.2.1.2	Sans objet
23	Emissions de COV canalisées non prévues	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.1	Sans objet
25	Consignes de sécurité en cas d'incendie	AP Complémentaire du 22/10/2020, article 7.7.5	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Première campagne de mesures des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
8	Réexamen IED – BREF STS – dossier de réexamen	Code de l'environnement du 16/11/2023, article R. 515-72	Sans objet
9	Réexamen IED – BREF STS – rapport de base	Code de l'environnement du 16/11/2023, article R. 515-59, 3°)	Sans objet
11	Dématérialisation des BSDD	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 1 et 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Liste des substances PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : [C1] L'exploitant n'a pas établi la liste des substances PFAS représentatives de son activité.
Observations : Le site REBORN VAL DE LOIRE entre dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 au titre des activités exercées et relevant des rubriques 2450(A) – 3670(A). Le délai de trois mois est porté au 28/09/2023 au regard de la date de parution de l'arrêté ministériel. Un mail d'information de la DREAL a été transmis à l'exploitant en date du 06/07/2023. Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant indique qu'il est en échange avec deux organismes extérieurs pour une prestation d'accompagnement sur le sujet des PFAS. A ce jour, l'exploitant n'a pas établi la liste des substances PFAS représentatives de son activité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Première campagne de mesures des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Première campagne de mesures des PFAS
Prescription contrôlée : II. – L’exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d’analyses des substances PFAS, telle que prévue à l’article 3, à partir d’échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l’exploitant réalise sa première campagne d’analyse selon les délais suivants: Rubrique de la nomenclature des installations classées : 3670 Délai pour réaliser la première campagne d’analyse à compter de l’entrée en vigueur du présent arrêté : Six mois [...] Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial. III. – L’exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d’analyse, par voie électronique, à l’inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l’arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Le délai de réalisation des campagnes n'est pas dépassé. Absence d'écart constaté.
Observations : Le site REBORN VAL DE LOIRE entre dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 au titre des activités exercées et relevant des rubriques 2450(A) – 3670(A). Le délai de trois mois est porté au 28/12/2023 au regard de la date de parution de l'arrêté ministériel. Un mail d’information de la DREAL a été transmis à l'exploitant en date du 06/07/2023. L'exploitant n'a pas démarré ses campagnes d'analyses à ce stade et s'est rapproché de bureaux d'études susceptibles de l'accompagner dans sa démarche.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée : Etat des matières stockées.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>[C2] L'état des stocks de l'exploitant ne comprend pas les matières combustibles non dangereuses de type palettes bois.</p>
<p>Observations :</p> <p>Vu : état des stocks présentés par l'exploitant au jour de la visite nommé "récapitulatif inventaire - encres". Ce dernier ne fait pas état des stocks des matières combustibles (par exemple palettes bois) présentes sur le site.</p> <p>Vu : état des lieux des déchets (huiles, PE neutre et imprimés).</p> <p>Les états des lieux consultés ne font pas état de dépassement des valeurs maximales autorisées sur le site en référence aux arrêtés préfectoraux applicables au site.</p> <p>Les fiches de données de sécurité ont été vérifiées par échantillonnage.</p> <p>Vu : Fiche de données de sécurité BRENNTAGE de l'ethoxypropanol - version du 03/02/2023.</p> <p>Vu : Fiche de données FLINT du Blanc HYG WA1105NF.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Volumes stockés et plan général des stockages

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/10/2019, article 8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan général des stockages
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de fournir à tout instant une estimation des volumes stockés ainsi qu'un bilan quantités réceptionnées-quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages.
Constats : [C3] L'exploitant ne dispose pas d'un plan général des stockages faisant état des risques associés aux substances, matières premières et déchets stockés.
Observations : Vu : état des stocks présentés par l'exploitant au jour de la visite nommé "récapitulatif inventaire - encres". Ce dernier présente les stocks et volumes de liquides inflammables (notamment solvants et encres) présents sur le site. Vu : état des lieux des déchets (huiles, PE neutre et imprimés). Les états des lieux consultés ne font pas état de dépassement des valeurs maximales autorisées sur le site en référence aux arrêtés préfectoraux applicables au site. L'exploitant ne dispose pas d'un plan général des stockages faisant état des risques associés aux substances, matières premières et déchets stockés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Zone de stockage de matières combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Zone de stockage de matières combustibles
Prescription contrôlée : L'ensemble des matières combustibles entreposées (produits finis et semis-finis) sur le site sont situées à l'intérieur des bâtiments de production et de stockage. En cas de stockage sur les zones extérieures, l'exploitant doit préalablement transmettre au préfet du Loiret un dossier de porter à connaissance en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement comportant à minima : <ul style="list-style-type: none">• une étude des flux thermiques engendrés par l'incendie des stockages extérieurs et proposant d'éventuels solutions techniques pour confiner les flux thermiques sur le site,• une étude justifiant de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie et de confinement des eaux d'extinction sur le site.
Constats : [C4] L'exploitant stocke des matières combustibles (produits semi-finis) en dehors du bâtiment.
Observations : Vu : la présence de matières combustibles (produits semi-finis) qui ne sont pas stockées dans l'enceinte du bâtiment. L'exploitant indique que ces dernières pourront être rapatriées dans le bâtiment lorsque la machine sinistrée aura été complètement évacuée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Assujettissement réglementaire AM récipients mobiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I
Thème(s) : Situation administrative, Champ d'application
Prescription contrôlée : <p>I. Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :</p> <p>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites " rubriques liquides inflammables " ;</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites " liquides inflammables ", dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 « au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation » dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles</p> <p>V. Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.</p>
Constats : <p>[C5] L'exploitant doit transmettre son assujettissement réglementaire détaillé vis-a-vis du I.2 de l'arrêté ministériel "récipients mobiles", rappelé ci-dessous :</p> <p>"les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 « au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation » dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles"</p>
Observations : <p>Au cours de la visite d'inspection, un point est réalisé avec l'exploitant sur les liquides inflammables utilisés dans le cadre de son activité, en cohérence avec l'arrêté préfectoral d'autorisation et les informations disponibles dans le dossier de réexamen IED déposé par l'exploitant en préfecture le 16/06/2023.</p> <p>L'exploitant déclare ne plus utiliser le 1-Méthoxy-2-propanol (classé H226 - Liquide et vapeurs inflammables) mentionné dans la première version du dossier de réexamen IED et non cité dans l'arrêté d'autorisation de 2019. Il indique que cette information sera corrigée.</p> <p>Les liquides inflammables employés sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- encres classées H225 - Liquide et vapeurs très inflammables. ;- alcool éthylique classé H225 - Liquide et vapeurs très inflammables.;- acétate d'éthyl classé H225 - Liquide et vapeurs très inflammables. ;- éthoxypropanol classé H226 - Liquide et vapeurs inflammables.

Le site REBORN VAL DE LOIRE ne relève pas de l'arrêté ministériel "récipients mobiles" au titre du I.1 car n'est pas soumis à autorisation au titre de l'une des rubriques dites "liquides inflammables". Toutefois, les informations fournies sur le site en appui du dossier de réexamen IED ne permettent pas de statuer sur l'assujettissement à cette réglementation au titre du I.2.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Risques propagation de flamme dans les réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection contre des risques spécifiques
Prescription contrôlée : Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.
Constats : [C6] L'exploitant ne dispose d'aucun moyen de protection contre la propagation de flamme dans ses réseaux (transport possible d'une nappe enflammée de liquide inflammable entre les locaux de stockage et de préparation, et la rétention déportée).
Observations : <u>Rappel des observations émises lors de la visite du 17/07/2022 suite à l'incendie sur le site :</u> Lors de la visite, les conditions de stockage des produits [...] ont été vérifiées. L'alcool éthylique, conformément à la FDS était stocké dans un réservoir en inox, dans un local spécifique aux liquides inflammables. Le nitrobase Yellow était quant à lui stocké dans le local adjacent dédié aux solvants/peintures. Les 2 locaux sont reliés à une rétention déportée par des canalisations. Lors de la visite, la présence de siphons pare-flammes n'a pu être vérifiée du fait de l'encombrement des locaux. <u>Rappel du constat émis à l'issue de la visite du 17/07/2022 suite à l'incendie sur le site :</u> [D6] : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de vérifier l'installation de siphon pare-flammes sur les canalisations pouvant véhiculer des liquides inflammables jusqu'à la rétention déportée. Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant indique qu'il n'a pas avancé sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Réexamen IED – BREF STS – dossier de réexamen

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/11/2023, article R. 515-72
Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED – BREF STS – dossier de réexamen
Prescription contrôlée : Le dossier de réexamen comporte : 1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ; 2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ; 3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.
Constats : Absence d'écart constaté.
Observations : <u>Dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 mai 2022 :</u> Article 1er - La société REBORN NORMANDIE dont le siège social est situé au 246 rue du Général Maurice Bourgeois à BERNAY (27304), exploitant une installation d'impression sur films plastiques par flexographie, au 873 rue de Gautray sur la commune de SAINT-CYR-EN-VAL est mise en demeure de : <ul style="list-style-type: none">- respecter les dispositions de l'article R. 515-71 du code de l'environnement en déposant un dossier de réexamen complet et conforme à l'article R. 515-72 du code de l'environnement dans un délai maximum de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté,- respecter les dispositions de l'article L. 515-30 du code de l'environnement en déposant le rapport de base conforme au 3°) de l'article R. 515-59 du code de l'environnement dans un délai maximum de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant a transmis le rapport de réexamen IED ainsi que le rapport de base en réponse à l'arrêté de mise en demeure, par courrier du 16 juin 2023. Il a été notifié par courrier préfectoral du 6 juillet 2023 que l'arrêté préfectoral de mise en demeure serait satisfait à l'issue de la phase d'examen des éléments transmis permettant de statuer sur le caractère complet des dossiers déposés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Réexamen IED – BREF STS – rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/11/2023, article R. 515-59, 3°)
Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED – BREF STS – rapport de base
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.</p> <p>Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <p>a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;</p> <p>b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°.</p> <p>Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport.</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence d'écart constaté.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 mai 2022 :</u></p> <p>Article 1er - La société REBORN NORMANDIE dont le siège social est situé au 246 rue du Général Maurice Bourgeois à BERNAY (27304), exploitant une installation d'impression sur films plastiques par flexographie, au 873 rue de Gautray sur la commune de SAINT-CYR-EN-VAL est mise en demeure de :</p> <ul style="list-style-type: none">- respecter les dispositions de l'article R. 515-71 du code de l'environnement en déposant un dossier de réexamen complet et conforme à l'article R. 515-72 du code de l'environnement dans un délai maximum de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté,- respecter les dispositions de l'article L. 515-30 du code de l'environnement en déposant le rapport de base conforme au 3°) de l'article R. 515-59 du code de l'environnement dans un délai maximum de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté. <p>L'exploitant a transmis le rapport de réexamen IED ainsi que le rapport de base en réponse à l'arrêté de mise en demeure, par courrier du 16 juin 2023. Il a été notifié par courrier préfectoral du 6 juillet 2023 que l'arrêté préfectoral de mise en demeure serait satisfait à l'issue de la phase d'examen des éléments transmis permettant de statuer sur le caractère complet des dossiers déposés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suivi des réservoirs enterrés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.1.11
Thème(s) : Produits chimiques, Suivi des réservoirs enterrés
Prescription contrôlée : Le site dispose de trois cuves enterrées (reliées entre elles) pouvant recueillir les eaux de lavage des sols et les éventuelles égouttures de liquides inflammables : <ul style="list-style-type: none">• une cuve de 3000 L reliée au local de nettoyage,• une cuve de 4000 L reliée au local encre blanche,• une cuve de 4000 L en polyéthylène reliée à la station de préparation des encres. Un contrôle d'étanchéité des cuves est réalisé à minima tous les 2 ans. Une vidange des cuves est réalisée a minima annuellement. Les déchets traités dans une filière dûment autorisée.
Constats : [C7] L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du contrôle tous les deux ans de ses réservoirs enterrés.
Observations : Vu : bordereau de suivi de déchets "EAU + HC + BOUES", code de traitement R3, pour l'enlèvement de 1.9 tonnes en date du 7 avril 2022 par MARTIN ENVIRONNEMENT. L'exploitant indique que ses trois cuves enterrées font l'objet d'un entretien annuel comprenant : vidange, nettoyage et vérification visuelle de l'étanchéité. Ces opérations seraient réalisées par la société MARTIN ENVIRONNEMENT. Toutefois, il n'est pas en mesure de justifier de la vérification d'étanchéité réalisée (attestation, consigne, gamme de vérification). L'exploitant présente également une attestation de vidange des cuves suite à une opération réalisée le 9 mai 2023. Ces opérations sont donc annuelles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : Dématérialisation des BSDD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 1 et 2
Thème(s) : Risques chroniques, Dématérialisation des BSDD
Prescription contrôlée : Article 1 Le présent arrêté s'applique aux déchets dangereux et aux déchets POP visés par le I de l'article R. 541-45 du code de l'environnement, à l'exception des déchets suivants : - les déchets dangereux contenant de l'amiante ; - les déchets de fluides frigorigènes. Article 2 Les informations à déclarer, pour chaque bordereau de suivi de déchet, au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets sont listées à l'article 3.
Constats : Absence d'écart constaté.
Observations : La vérification de la bonne utilisation de Trackdéchets pour la génération et le suivi des bordereaux de suivi de déchets dangereux est effectuée par sondage. Vu : bordereaux de suivi de déchets dangereux via Trackdéchets pour le déchet suivant : - code déchet : 08 03 14* - boues d'encre contenant des substances dangereuses - code de traitement R12 - filière : ACTIVITES DE RECYCLAGE ET DE FORMULATION – ARF, 22 rue Jean Messenger, 59330 SAINT-REMY-DU-NORD
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Séparation des déchets sur le site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/10/2019, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets sur le site
Prescription contrôlée : Article 5.1.2 L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. [...] Article 5.1.5 [...] Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.
Constats : [C8] L'exploitant effectue le mélange et l'évacuation du contenu des séparateurs d'hydrocarbures et des boues de curage de son bassin des eaux pluviales.
Observations : Vu : bordereaux de suivi de déchets sous Trackdéchets. L'exploitant a indiqué que la société MARTIN ENVIRONNEMENT effectuait le pompage des boues de curage du bassin des eaux pluviales en même temps que le curage des séparateurs hydrocarbures du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 13 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation : la date de l'expédition du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'adresse de l'établissement ;- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats : [C9] L'exploitant ne dispose d'aucun registre des déchets sortants générés par son activité.
Observations : Vu : registre généré par Trackdéchets qui ne constitue pas le registre des déchets requis par la réglementation sur les déchets. L'application Trackdéchets ne concerne que les déchets dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 14 : Traitement autorisé des déchets plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/11/2023, article L. 541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement autorisé des déchets plastiques
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
Constats : [C10] L'exploitant doit justifier que le site REBORN PYRENEES (SEMO-PACKAGING) d'OGEU-LES-BAINS est bien autorisé à accepter ses déchets plastiques en tant que matières premières dans ses procédés de production sans disposer d'une autorisation au titre d'une rubrique déchet de type 27XX sachant le procédé de désencrage nécessaire et préalable évoqué par l'exploitant.
Observations : Vu : déclaration GERE de l'exploitant au titre de l'année 2022 qui indique, s'agissant des déchets plastiques générés sur le site de REBORN VAL DE LOIRE : <ul style="list-style-type: none">- réutilisation en entrée de procédé sur le site- code déchets 07 02 13- Production : 195,559 tonnes- Commentaire « Recyclage inter-groupe : réutilisé en production. Projet Reborn »- Code traitement R5- site : REBORN PYRENEES (ex SEMO PACKAGING) QUARTIER LES FONTAINES, 64680 OGEU-LES-BAINS <u>Conformément à la note déchets établie par la Direction Générale de la Prévention des Risques en date du 10/12/2020 :</u> <u>« 3. Réemploi / réutilisation »</u> La préparation en vue de la réutilisation est définie à l'article L. 541-1-1 du Code de l'environnement comme « toute opération de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue de la valorisation par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à être réutilisés sans autre opération de prétraitement ». <u>« 5. Établissements utilisant des déchets comme matières premières »</u> Selon l'avis au JO du 13 janvier 2016 (NOR: DEV1600319V), les installations qui utilisent des déchets comme matières premières (hors matières premières énergétiques, voir paragraphe 7) dans leur procédé de production dont l'objectif est la production d'objets ou de biens sous forme matière n'ont pas à classer l'installation de production sous une rubrique 27XX. De même, une installation de production utilisant pour tout ou partie des déchets comme matières premières n'est pas classée sous une rubrique 27XX, quand la substance ou le mélange produit par l'installation est similaire à ce qui aurait été produit sans avoir recours à des déchets. Toutefois, l'activité de réception des déchets d'un établissement utilisant des déchets comme matières premières doit être classée sous les rubriques 271X (transit, regroupement ou tri) en fonction des

déchets pris en charge. Il s'agit en effet d'un regroupement de déchets et ce classement permet de s'assurer que les déchets sont pris en charge avec la technicité et la traçabilité nécessaires. **Les installations qui peuvent être reconnues comme utilisant des déchets comme matières premières dans un procédé de production sont celles qui relèvent de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) [...] dont l'intitulé de la rubrique comprend les termes « production de... », « fabrication de... » « préparation de... », « élaboration de... » « transformation de... », ou des termes similaires liés à des activités de production.** Les [...] installations de fabrication de polymères par exemple, qui relèvent [...] des rubriques 2660 « Fabrication industrielle ou régénération de polymères » n'ont pas à être classées sous les rubriques 277X ou 279X, même si ces installations procèdent à des opérations de recyclage de déchets. [...] **Si un prétraitement spécifique aux déchets est nécessaire sur site pour entrer dans le process de production, celui-ci doit être classé au titre des rubriques traitement de déchets 27XX adaptées.**

Le déchet ne perd pas son statut de déchet à la sortie d'une installation de traitement 27XX à moins de respecter des critères de sortie de statut de déchet pour un usage dédié fixé par arrêté ministériel (SSD dite « explicite »).

Le site REBORN PYRENEES (SEMO-PACKAGING - AIOT N°0005207803) d'OGEU-LES-BAINS est autorisé au titre des rubriques 2450.A.a, 2661-1a, 2661-2b, 2662-1 et 2925-1. Elle ne dispose pas de rubrique de type regroupement, tri, transit ou traitement de déchet 27XX.

Au regard de la note explicative de la nomenclature déchets au titre des ICPE, le procédé de désencrage évoqué par l'exploitant pourrait relever d'une rubrique 27XX comme traitement de déchets préalable à l'utilisation du déchet plastique en tant que matière première. En revanche le site SEMO-PACKAGING disposant d'une autorisation au titre de la rubrique 2661 "*transformation de Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)*", qui est reconnue comme utilisant des déchets comme matières premières dans un procédé de production et ne nécessite pas en soi de classement en 27XX.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 15 : Suivi de la bonne marche des installations de traitement des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la bonne marche des installations de traitement des rejets
Prescription contrôlée : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.
Constats : [C11] Le registre de suivi de l'oxydateur thermique ne fournit aucune information sur l'origine des incidents / alarmes remontées ni sur les actions de remédiation.
Observations : L'exploitant indique que l'oxydateur thermique dispose d'alarmes en cas de défaut lié à l'automate et au fonctionnement de l'équipement. Il précise qu'un membre du personnel effectue des visites journalières du bon fonctionnement de l'oxydateur thermique, notamment des consommations journalières de gaz. Vu : registre de suivi interne présentant à l'aide d'indicateurs les alarmes remontées sur le système de traitement. En cas d'alarme de défaut, un commentaire est ajouté pour prise en compte. L'inspection des installations classées constate que le registre ne fournit aucune information sur l'objet de la panne ni sur les actions de remédiation engagées, à prévoir ou finalisées. L'exploitant prévoit la mise en œuvre d'une GMAO à l'échelle du groupe
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 16 : Dispositions générales des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Conduit N° 1 Hauteur minimale : 12 m Diamètre : 1 m Débit nominal : 35 000 Nm ³ /h Vitesse mini d'éjection : 8 m/s Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.
Constats : [C12] La vitesse d'éjection en sortie de l'oxydateur thermique ne respecte pas la valeur minimale de 8 m/s et la hauteur de la cheminée en sortie de l'oxydateur thermique ne respecte pas la valeur minimale de 12 m.
Observations : Vu : Rapport suite aux prélèvements sur les rejets atmosphériques, en date du 24/04/2023 qui fait état de : - une hauteur de cheminée de 8 m, inférieure à la hauteur de 12 mètres prescrite dans l'arrêté préfectoral ; - une vitesse d'éjection de 5,6 m/s au lieu des 8 m/s nécessaires à une bonne dilution des effluents. Vu : Documentation technique transmise en 2017 lors de l'ajout de l'oxydateur thermique sur le site. Ce document prévoit une hauteur de cheminée autostable de 12 mètres. Vu : la cheminée en sortie de l'oxydateur thermique dont la hauteur est visiblement inférieure à 12 mètres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 17 : Auto surveillance des rejets canalisés - suivi de la température

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 9.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, suivi de la température
Prescription contrôlée : Une vérification du rendement de l'installation de traitement thermique des COV doit être réalisée annuellement. Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre. Ce contrôle est effectué par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception du rapport de contrôle. La transmission des résultats des contrôles est accompagnée de commentaires : <ul style="list-style-type: none">• sur les dépassements constatés et leurs causes,• sur les actions correctrices prises ou envisagées,• sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge...). La température de combustion de l'oxydateur thermique sera enregistrée en continu et asservie à une alarme qui se déclenchera lorsque la température sera trop faible pour assurer l'oxydation correcte des COV
Constats : [C13] L'exploitant doit justifier que la température de la chambre de combustion de l'oxydateur thermique fait l'objet d'un suivi en continu et préciser, documents à l'appui, les seuils d'alarme définis au regard des rendements et performances épuratoires attendus.
Observations : Le jour de la visite d'inspection, il n'a pas été possible d'accéder au local technique de l'oxydateur thermique. L'exploitant indique que la température de la chambre de combustion est suivie et que le seuil bas de l'alarme est défini à 780 °C. Ces informations n'ont pas été confirmées dans un document technique ou un extrait de l'automatisme de sécurité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 18 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants (PGS)
Prescription contrôlée : Si l'installation consomme plus d'une tonne de solvants par an, l'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées. Si la consommation annuelle de solvants de l'année N est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 30 mars de l'année N+1, le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation
Constats : [C14] L'exploitant n'informe pas l'inspection des installations classées des actions visant à réduire la consommation de solvants sur le site.
Observations : Vu : le plan de gestion des solvants transmis par l'exploitant via la déclaration GEREPE effectuée au titre de l'année 2022. Le plan fait état d'une consommation estimée d'environ 192 tonnes de solvants pour l'année 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 19 : Emissions diffuses de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses de COV
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 25 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 25 tonnes par an, • 20 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est supérieure à 25 tonnes par an.
<p>Constats :</p> <p>[C15] L'exploitant justifiera les flux I2, O4, O6 et O8 définis dans son plan de gestion des déchets pour le calcul de sa consommation en solvants et de son flux d'émission diffuse.</p>
<p>Observations :</p> <p>Vu : le plan de gestion des solvants transmis par l'exploitant via la déclaration GEREPE effectuée au titre de l'année 2022 qui conclut à un taux d'émissions diffuse de 3,6 %, inférieur au maximum autorisé.</p> <p>Le plan de gestion des solvants met en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un rendement épuratoire de l'oxydateur thermique de 92 %, ce qui apparaît bas au regard des spécifications de l'équipement et des contraintes de respect de la VLE (établie alors à 20 mg/Nm³) en COV en sortie de l'équipement ; - un temps d'arrêt de l'oxydateur thermique de 0,4 j ; - une évaluation à hauteur de 2108 kg de COV canalisés non traités (station encre et distilleuse) ; - une évaluation à hauteur de 7973 kg de COV non canalisés (diffus) : cette valeur ne correspond pas au critère O4 de la formule de calcul ; <p>L'inspection des installations classées constate que le flux I2 "solvants régénérés en interne" est égal au flux O6 "déchets solvantés" correspondant à la quantité de boues générée par la distilleuse. Ce point nécessite une justification de la distinction entre la part valorisable (I2) et la part non valorisable de déchet (O6). Si ces déchets sont régénérés en externe et non éliminés, il conviendra de les comptabiliser dans le flux O8.</p> <p>L'exploitant indique qu'il veille au maximum à réaliser la maintenance annuelle de l'oxydateur thermique pendant la maintenance d'une ou de plusieurs lignes pour réduire au maximum les périodes d'indisponibilité de l'installation de traitement COV.</p> <p>Vu : rapport du 05/12/2022 suite à la maintenance annuelle.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 20 : Respect des VLE sur les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
Prescription contrôlée : Article 3.2.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none">• à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),• à une teneur en O₂ de référence mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. Concentrations instantanées (en mg/Nm ³) du conduit n°1 Composés organiques volatils non méthanique (COV Nm) : 50 mg/Nm ³ (1) Oxydes d'azote (NOX, en équivalent NO ₂) : 100 mg/Nm ³ Méthane (CH ₄) : 50 mg/Nm ³ Monoxyde de carbone (CO) : 100 mg/Nm ³ (1) si rendement épuratoire >98 %. La VLE est ramenée à 20 mg/Nm ³ dans les autres cas.
Constats : [C16] Les concentrations sur les paramètres CO et COVnM en sortie de l'oxydateur thermique sont supérieures aux valeurs limites d'émission (respectivement de 100 mg/Nm ³ et 20 mg/Nm ³).
Observations : <div><u>Rappel du constat relevé lors de la visite d'inspection du 03/06/2020 :</u> [NC6] La concentration en COVnm en sortie de l'oxydateur thermique est supérieure à la valeur limite d'émission de 50 mg/Nm³.</div> Vu : Rapport suite aux prélèvements sur les rejets atmosphériques, en date du 24/04/2023 qui fait état de : <ul style="list-style-type: none">- résultats basés sur 3 essais ;- un rendement épuratoire de l'équipement de 96,8 %, soit inférieur à 98 % ;- un dépassement de la valeur en concentration sur le paramètre CO (214,3 mg/Nm³, pour un flux de 2642,8 g/h) ;- un dépassement de la valeur en concentration sur le paramètre COVnM (49,8 mg/Nm³ pour une VLE définie à 20 mg/Nm³ à ce niveau de rendement). L'écart [NC6] relevé lors de la visite d'inspection du 03/06/2020 est maintenu et modifié pour intégrer les autres paramètres non conformes. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique que la société ANCRAGE (fournisseur de l'équipement) a effectué une intervention en date du 10/07/2023. A l'issue de cette intervention de nouveaux prélèvements sont prévus mais n'ont pas encore été planifiés par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 21 : Auto surveillance des rejets canalisés - rapport de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 9.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, rapport de contrôle
Prescription contrôlée : Une vérification du rendement de l'installation de traitement thermique des COV doit être réalisée annuellement. Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre. Ce contrôle est effectué par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception du rapport de contrôle. La transmission des résultats des contrôles est accompagnée de commentaires : <ul style="list-style-type: none">• sur les dépassements constatés et leurs causes,• sur les actions correctrices prises ou envisagées,• sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge...). La température de combustion de l'oxydateur thermique sera enregistrée en continu et asservie à une alarme qui se déclenchera lorsque la température sera trop faible pour assurer l'oxydation correcte des COV
Constats : [C17] L'exploitant n'a pas transmis le rapport présent les résultats des contrôles d'autosurveillance dès réception accompagné des commentaires sur les dépassements constatés et leurs causes, sur les actions correctrices prises ou envisagées et sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge...).
Observations : Vu : rapport suite à prélèvements sur les rejets atmosphériques, en date du 24/04/2023, comprenant un calcul du rendement de l'oxydateur thermique. Ce rapport a été transmis à l'inspection des installations classées le 16/06/2023 en annexe au dossier de réexamen. L'organisme qui est intervenu est agréé et a suivi les normes de référence. Vu : Fiche technique de la société ANCRAGE définissant un rendement épuratoire supérieur à 98 % pour une capacité de traitement de 35 8000 Nm ³ /h avec des pics à 40 000 Nm ³ /h L'inspection des installations classées constate un délai dans la transmission des résultats et l'absence de tout commentaire ou détail sur les actions prises ou envisagées, malgré la présence de non-conformités relevées par l'organisme.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 22 : Conditions d'exploitation des produits émettant des COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets diffus
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] <ul style="list-style-type: none">• limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;• respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après [...] <ul style="list-style-type: none">• prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
Constats : [C18] L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter les émissions de polluants dans l'environnement, s'agissant : <ul style="list-style-type: none">- des conditions de stockage des encres et solvants au local 'blanc' : le local n'est pas muni d'une aspiration ni d'un renouvellement de l'air malgré la présence d'un stock important d'encres et de solvants relarguant des COV. Ces conditions de stockage ne respectent pas les préconisations des FDS des produits vérifiées par sondage.- d'emploi au local distilleuse / machine à laver : bidon de solvant à ciel ouvert pour le trempage de pièces à nettoyer.
Observations : A noter que le site implanté à SAINT-CYR-EN-VAL est inclus dans le périmètre du PPA (Plan de Protection de l'Atmosphère) d'Orléans Métropole, dont le dernier plan approuvé par arrêté préfectoral du 13/12/2023 définit les COV comme polluant prioritaire avec un objectif de réduction à horizon 2030, y compris par les activités économiques. Vu : fiche de données de sécurité de BRENNTAG pour l'ethoxypropanol, qui indique s'agissant des conditions de stockage : "Stocker dans un endroit bien ventilé" et "Maintenir le récipient fermé de manière étanche" (P403 + P233). Le produit est classé H226 "Liquide et vapeurs inflammables.". Les conditions de stockage n'apparaissent pas respectées. Vu : fiche de données de sécurité de l'encre "FlexiStar APF White" de FLINT GROUP, qui indique s'agissant des conditions de stockage : "Stocker dans une zone sèche, fraîche et bien ventilée, loin des matières incompatibles (voir rubrique 10). [...] Conserver le récipient bien fermé et dans un endroit bien ventilé. [...] Les récipients ouverts doivent être refermés avec soin et maintenus en position verticale afin d'éviter les fuites." Le produit est classé H225 "Liquide et vapeurs très inflammables". Vu : fiche de données de sécurité de l'encre "VertexCode Star NC White 2299" de FLINT GROUP, qui indique s'agissant des conditions de stockage : "Conserver dans un endroit sec, frais et bien ventilé. [...] Conserver le récipient bien fermé. [...] Les récipients ouverts doivent être refermés avec soin et maintenus en position verticale afin d'éviter les fuites." S'agissant des conditions de stockages des encres dans le local 'blanc', l'inspection des

installations classées constate des fûts et pots non fermés de manière hermétique, la présence de dégoulinures le long des contenants, et l'absence de ventilation et d'extraction dans le local. Ces conditions de stockage ne respectent pas celles prévues par les FDS des produits, contrôlées par sondage.

Vu : bidon entreposé au local distilleuse et machine à laver, à ciel ouvert, contenant des pièces en cours de trempage : pas d'identification du produit chimique, pas de captation ou autre mesure visant à réduire les émissions diffuses.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours

N° 23 : Emissions de COV canalisées non prévues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. [...]
Constats : [C19] L'exploitant rejette à l'atmosphère des émissions captées de COV (local distilleuse et station à encres) non prévues par l'arrêté. Ces émissions ne font pas l'objet des contrôles des valeurs limites d'émissions définies par à l'article 3.2.4.
Observations : Vu : la présence de deux points de collecte des émissions de COV au local distilleuse et à la station à encres. Ces points de collecte ne font l'objet d'aucun traitement avant rejet malgré la présence de l'oxydateur thermique sur le site. A noter que le site implanté à SAINT-CYR-EN-VAL est inclus dans le périmètre du PPA (Plan de Protection de l'Atmosphère) d'Orléans Métropole, dont le dernier plan approuvé par arrêté préfectoral du 13/12/2023 définit les COV comme polluant prioritaire avec un objectif de réduction à horizon 2030, y compris par les activités économiques. Vu : conditions de stockages des encres dans le local 'blanc' (fûts et pots non fermés de manière hermétique, présence de dégoulinures, rétentions non vides).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 24 : Liste des ESP - suite NC1 vi du 03/06/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Autre, Liste des ESP
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.
Constats : [C20] La liste des ESP est incomplète et ne comprend pas toutes les informations requises. <u>Constat récurrent depuis la visite d'inspection du 21/03/2018.</u>
Observations : <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"><u>Rappel du constat émis lors de la visite d'inspection du 03/06/2020 :</u> [NC1] : L'exploitant ne tient pas à jour une liste des équipements sous pression de son site, conforme à l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.</div> Vu : liste des ESP fixes exploités sur le site : 5 équipements. Il est constaté que des informations restent manquantes : une date d'installation et les dates des dernières vérifications périodiques ne sont pas toutes renseignées. Interrogé sur le sujet, l'exploitant confirme qu'il dispose bien de 3 groupes froids sur le site. Ces derniers sont manquants dans la liste des ESP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 25 : Consignes de sécurité en cas d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/10/2020, article 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes
Constats : [C21] La consigne de sécurité présentant la conduite à tenir en cas d'incendie nécessite d'être remise à jour.
Observations : Suite à l'incendie intervenu sur le site en 2020, les services d'incendie et de secours ont émis des recommandations pour améliorer la prise en compte et les conditions d'intervention en cas d'incendie, notamment : 1) les fiches de données de sécurité doivent être disponibles (cf autre point de contrôle du présent rapport) 2) procédure d'appel d'astreinte d'un cadre du site 3) mise en place d'équipiers de première intervention pour usage des RIA Vu : consigne de sécurité sur le comportement à tenir en cas d'incendie sur le site, OPL n°4 version 1. La consigne de sécurité comporte le numéro de téléphone du responsable du site. Le numéro est incomplet et donc erroné. La consigne doit être remise à jour. L'exploitant indique par ailleurs que les salariés sont formés à l'emploi des RIA mais que le réflexe d'évacuation des salariés a primé sur le réflexe d'intervention. L'identification précise des salariés désignés comme équipiers de première intervention, ainsi que leur entraînement sur feu réel apparaît indispensable. Le point relatif à la formation des salariés n'a pas pu être approfondi au cours de la visite.
Type de suites proposées : Susceptible de suites